

DIAGNOSTIC DE SECTEUR AGRICULTURE & ALIMENTATION

LA SYNTHÈSE

Version du 23 / 06 / 2025



PRÉSENTATION DE TRANSITIONS LIMOUSINES

C'est quoi Transitions Limousines ?

C'est une association qui a pour objet d'élaborer de manière collective un Plan de Transformation de l'Économie du Limousin (PTELim)

Qu'est-ce que le PTELim ?

C'est un programme d'actions pour que l'économie locale :

- Devienne neutre en carbone
- Soit robuste face aux crises climatiques, aux pénuries, aux tensions géopolitiques
- Régénère la biodiversité

Quelle est sa méthode de travail ?


Présentation en 2023 des perspectives climatiques pour le Limousin à horizon milieu / fin de siècle (<https://transitions-limousines.org>)


Réalisation d'un état des lieux pour chacun des secteurs économiques et sujets transverses (Climat, eau biodiversité, emploi, financement des transitions) à partir de bibliographies et pourra être complété par des collaborations avec des experts

Élaboration des plans de transformation sectoriels et systémiques en travaillant avec les acteurs du territoire

L'association s'attache à nouer des liens avec tous les secteurs pour créer un vaste réseau d'acteurs concernés et impliqués dans l'étude de la transformation de l'économie du territoire

Participer aux travaux ou adhérer : contact@transitions-limousines.org





DIAGNOSTIC DU SECTEUR AGRICULTURE - ALIMENTATION

Pour une autonomie alimentaire renforcée et une résilience du secteur agricole : points forts et faiblesses de l'agriculture limousine

Le diagnostic du secteur est synthétisé ci-après sous forme d'un tableau **Atouts/Faiblesses** et **Opportunités/Menaces** au regard des objectifs de robustesse et de résilience du secteur Agriculture et alimentation en Limousin.

Le dossier complet (données et analyse) est disponible en téléchargement sur le lien suivant :
https://drive.google.com/drive/folders/1JhU7D2i3YfgMFU0m1rrOWD74ulHOAAGz?usp=drive_link

ATOUTS

Le rôle noble et fondamental de l'agriculture : nourrir l'humanité avec des produits traçables de la fourche à la fourchette.

L'importance de l'agriculture dans l'emploi local : en moyenne 2 fois plus d'emplois agricoles en Limousin qu'au niveau national, et jusqu'à 5 fois plus en Creuse.

Un territoire d'élevage extensif. Production dominante avec des prairies couvrant + de 40 % du territoire Limousin, soit 2 fois plus qu'en Nouvelle-Aquitaine :

- très faible consommation énergétique de l'agriculture : moins de 5 % du total de l'énergie finale consommée du Limousin ;
- forte présence de vieilles prairies permanentes : important stock de carbone dans le sol à maintenir ;
- réseau de haies encore existant avec un potentiel de stockage carbone et jouant un rôle majeur pour la biodiversité (services écosystémiques) ;
- présence de prairies avec un albédo supérieur aux terres arables : limite l'absorption des rayonnements solaires et donc la température du sol ;
- peu de surfaces cultivées et peu de tendance au retournement => peu de surface déstockant le carbone du sol.

La tendance à la baisse du cheptel bovin et ovin est un signe des difficultés rencontrées par les éleveurs limousins. Il entraîne toutefois une **baisse de la production de gaz à effet de serre (GES)** : baisse de 19 à 22 % des émissions de GES entre 2010 et 2020 selon les départements limousins.

Une dépendance aux antibiotiques en baisse, pour l'élevage entre 2012 et 2021.

Une utilisation relativement faible des produits phytosanitaires (sauf sur le secteur de la pomiculture) et **faible pollution aux nitrates**.

Un linéaire de haies encore important apportant de nombreux services écosystémiques : refuge de biodiversité, diminution du ruissellement et de l'impact du vent, abris pour les animaux (ombres notamment), complément fourrager, stockage du carbone...

Des surfaces agricoles encore accessibles : les terres agricoles (non bâties) sont peu chères (≈3 000 €/ha) : les prix moyens sont 2 à 3 fois moins élevés dans les départements limousins comparés aux autres départements de Nouvelle-Aquitaine

FAIBLESSES

Une profession agricole en souffrance :

- **baisse marquée du nombre d'emplois agricole** (-3 000, soit -16% entre 2009 et 2020) ;
- disparition d'1% des exploitations entre 2010 et 2020 ;
- manque d'accompagnement entre la formation et les premières années d'installation ;
- **manque d'attractivité professionnelle** : revenus faibles, charge de travail importante, image négative...

Un vieillissement marqué de la profession : d'ici 2030, la moitié des agriculteurs pourra prétendre à la retraite.

Un tissu économique fragile. Une perte plus rapide des emplois agricoles à l'échelle du Limousin (-21 % entre 2010 et 2020) comparativement à la France (-11 %).

Un secteur d'activité fortement dépendant des soutiens publics, en particulier pour la production de viande bovine, ovine et caprine : + de 49% des exploitations auraient un EBE (Excédent Brut d'Exploitation) négatif sans aide publique.

Des revenus en élevage les plus bas parmi les revenus en Limousin : le niveau de vie médian des ménages agricoles en Limousin est inférieur à 20 000 €.

Une très forte spécialisation des exploitations en bovin viande : 50 % des exploitations en Corrèze, 56 % en Creuse et 42 % en Haute-Vienne.

- dispersion de la valeur ajoutée sur le revenu agricole => faibles niveaux de vie
- impact fort sur les territoires de la « crise de l'élevage » : concentration des fermes, baisse des cheptels...
- forte participation à la production de gaz à effet de serre (GES) via la production de méthane : 49 % des GES du Limousin sont d'origine agricole et 95 % des émissions de méthane (CH4) en Limousin proviennent de l'agriculture
- d'anciennes prairies dont le stock de carbone ne peut plus augmenter et un affaiblissement du réseau de haies qui ne permet pas de compenser les émissions de GES (moins de 20 % des émissions seraient stockées selon l'AREC)
- utilisation de produits antibiotiques pouvant impacter la biodiversité et la santé (antibiorésistance)

Peu d'engraissement local au regard du nombre d'animaux produits : de nombreux animaux sont exportés limitant fortement la création de valeur ajoutée directe pour les producteurs.

Des abattoirs vieillissants et peu adaptés : pas d'abattoir en Creuse, peu d'abattoirs de volailles. L'essentiel de la production bovine est abattu à l'étranger.

ATOUTS

Une Surface Agricole Utile (SAU) totale relativement stable : perte inférieure à 1 % en Corrèze et Creuse entre 2010 et 2020, plus marquée en Haute-Vienne : -1,8 %.

Un foncier agricole qui pourrait permettre de produire localement une part significative des besoins du territoire : la surface totale des terres agricoles permettrait de nourrir l'ensemble de la population limousine actuelle à condition d'une diversification des productions.

Une tendance à un retour à davantage de diversification. Les études historiques montrent que la polyculture dominait en Limousin avant le XIX^e siècle : seigle, châtaignes, sarrasin, froment, cultures jardinatoires, avoine, lin et chanvre, vignes, raves, pommes de terre... Les animaux servaient alors essentiellement de force de travail et comme fournisseurs de matière première (laine). La spécialisation en élevage étant intervenue avec l'essor des moyens de transport (rail) et des villes.

Des exploitations maraîchères en augmentation entre 2010 et 2020.

La SAU en agriculture biologique a plus que doublé entre 2013 et 2021 et le nombre de producteurs labellisés à plus que triplé.

Certains secteurs ont des orientations technico-économiques plus diversifiées : polyculture et polyélevage autour de Limoges, à l'ouest de la Corrèze et au sud-ouest de la Haute-Vienne autour d'un bassin tourné vers l'arboriculture.

Une tendance à la diversification pour les nouvelles exploitations installées après 2010 par rapport à celles installées avant 2010 :

- davantage de femmes cheffes d'exploitation ;
- davantage d'exploitations en agriculture biologique ;
- davantage de hors cadre familiaux ;
- davantage d'exploitations vendant en circuits courts ;
- davantage de micro et petites exploitations ;
- diversification des activités au sein d'une même exploitation ;
- transformation : lait, viande, fruits/légumes ;
- activités secondaires : tourisme, accueil à la ferme,...
- vente directe ;
- production d'énergie renouvelable (EnR) : bois plaquette des haies, méthanisation, agrivoltaïsme...

Nombreuses structures de formation : 4 lycées agricoles et une maison familiale et rurale.

FAIBLESSES

Des surfaces agricoles qui connaissent d'importantes mutations notamment une diminution du nombre totale de fermes :

- le Limousin a perdu ¼ de ses fermes entre 2010 et 2020
- forte diminution des petites fermes : baisse de 45 % des petites exploitations (moins de 20 ha) représentant les 2/3 des disparitions d'exploitations entre 2010 et 2020
- diminution importante des exploitations à dominante élevage : - 40 % pour les exploitations "ovins" et de - 27 % (Haute-Vienne) à - 42 % (Corrèze) pour les exploitations "bovins viande" entre 2010 et 2020

Un agrandissement des exploitations plus rapide qu'au niveau national : la SAU moyenne a bondi de près de 31 % entre 2010 et 2020.

Hors Corrèze, les exploitations sont en moyenne plus grandes que celles au niveau national (jusqu'à 32 % plus grandes pour celles de Creuse avec 91 ha en moyenne).

La typologie des exploitations de + en + grandes et avec de nombreux bâtiments (spécialisation élevage) entraîne des difficultés accrues de reprise.

L'agrandissement implique une mécanisation accrue et donc une dépendance aux énergies plus importantes.

Une concurrence du foncier autour des villes : 150 ha par an en moyenne de surfaces agricoles qui disparaissent au profit de l'urbanisation en Haute-Vienne entre 2010 et 2020.

Une hyperspécialisation source de risques :

Grande dépendance à l'approvisionnement extérieur pour les exploitations non autonomes pour l'alimentation de leurs cheptels : logistique, coûts des aliments...

Forte dépendance des producteurs aux marchés de ventes mondiaux : fluctuation des prix, dépendance aux chaînes logistiques...

Pas de production locale d'engrais chimiques : forte dépendance des flux et des marchés.

Dépendance à l'approvisionnement en eau pour l'abreuvement des animaux.

Un endettement important accentuant les résistances aux changements.

Des **jeux d'acteurs** qui complexifient l'écosystème agricole et agroalimentaire déjà vaste.

OPPORTUNITÉS

MENACES

Eau - Énergie-Climat-Biodiversité

En Limousin, si la répartition annuelle des précipitations change, **la quantité totale annuelle de pluie devrait rester la même.**

De nouvelles productions sont possibles : certaines espèces pourraient être cultivées en Limousin (exemple en Corrèze avec déjà des amandiers, grenadiers, pistachiers...).

Production d'énergie renouvelable (EnR) :

- diversification possible des revenus
- des solutions techniques permettant de maintenir voire même de sécuriser des niveaux de production agricoles des sols sont possibles (ex. : ombrage baissant la température localement).

Un contexte pédoclimatique en Limousin rendant complexe la gestion de l'eau : faible stockage souterrain en eau (sol granitique avec des nappes très réactives) et allongement et intensification des périodes de sécheresse => tension sur la ressource => risque de conflits d'usages.

Le changement climatique va induire notamment une augmentation des besoins en eau (évapotranspiration plus importante et diminution des précipitations au printemps et en été) et une plus forte sensibilité des animaux et des végétaux :

- augmentation des périodes de fortes chaleurs et de canicules : stress thermique important et baisse des rendements animaux et végétaux ;
- sécheresses plus longues et plus intenses augmentant fortement le nombre de jours avec un sol sec ;
- plus de risques de gel tardifs : impact sur les bourgeons et la production fruitière.

Risques accrus de tensions et concurrences sur l'usage de l'eau.

Fragilisation et dépérissement des haies en Limousin : arrachages, tailles peu adaptées avec risque accru de maladies, mortalités des végétaux (sécheresses, canicules, vieillissement...).

La conjonction de la faiblesse du prix des terres agricoles et du faible revenu tiré des productions agricoles peut conduire des investisseurs à extraire de la SAU des terres qui ont un intérêt agricole.

Production d'énergie renouvelable (EnR) :

- nouvelles pratiques au détriment de l'activité agricole ;
- accaparement des terres ;
- augmentation des coûts du foncier ;
- complexification supplémentaire de la transmission des exploitations.

Chute de la biodiversité, auxiliaires de culture

Apparition de nouveaux ravageurs et de nouvelles maladies

OPPORTUNITÉS

MENACES

Alimentation - Santé et environnement

Une baisse de la consommation totale de viande notamment bovine pourrait entraîner/encourager une diversification des productions.

Un changement de régime alimentaire est observé : meilleur apport nutritionnel, diversification de l'alimentation, baisse des maladies liées à une mauvaise alimentation...

Une diversité de sites d'approvisionnement en produits locaux (magasins de producteurs, paniers, marchés de plein vent) en zone urbaine, mais moindre en zone rurale.

Un foncier agricole qui pourrait permettre l'autosuffisance : la surface totale des terres agricoles permettrait de nourrir l'ensemble de la population limousine actuelle à condition d'une diversification des productions. Exemple en Haute-Vienne, à régime alimentaire actuel (carné et avec 6 % de bio dans l'alimentation), 134 400 ha sont suffisants pour nourrir la population du département (286 006 ha de SAU en 2020).

Plusieurs projets alimentaires territoriaux (PAT), outil d'engagement d'une dynamique locale sur plusieurs territoires, mais à conforter.

De nombreuses industries agro-alimentaires (IAA) favorisant la transformation de viande bovine et ovine et de fruits principalement et offrant de nombreux emplois locaux : près de 4 000 emplois dans les IAA, plus de 1 600 dans l'artisanat commercial et près de 2 000 dans le commerce de gros de produits alimentaires.

Une diminution du budget des ménages consacré à l'alimentation : au début des années 1960, 35 % des dépenses de consommation des ménages concernaient l'alimentation, en 2000, ce taux avoisine les 20 %.

Principaux achats alimentaires dans les grandes et moyennes surfaces (GMS) : problématique des prix d'achat trop bas pour les producteurs.

Baisse de la consommation totale de viande notamment bovine : perte de marchés pour les éleveurs. La baisse de consommation de viande bovine est plus rapide que celle de la viande : en 1990 les français consommaient en moyenne 106 kg de viande par an dont 30 kg de viande bovine ; en 2021, ils consommaient 89 kg de viande par an (baisse de 16 %) en moyenne dont 22 kg de viande bovine (-26 %). En 2020, 24 % du budget alimentation concerne la viande.

Forte consommation de viandes d'origine UE / hors UE, incitée par des accords bilatéraux nationaux.

Baisse conjoncturelle de la consommation de produits labellisés Bio notamment dans la grande distribution.

Inflation et précarité alimentaire en augmentation.

Persistance d'une « mauvaise alimentation » : augmentation des coûts de santé, de dépollution de l'eau... La FAO estime les coûts cachés de l'alimentation en France à 177 Mds de dollars (pour 191 Mds de dépenses d'alimentation) dont 132 Mds pour les maladies liées au régime alimentaire, 18 Mds pour l'usage des terres, 17 Mds pour l'azote, et 8 Mds pour le climat, mais les coûts sur l'environnement de cette étude pourraient être sous-évalués.

Une très forte dépendance aux chaînes d'approvisionnement et aux marchés nationaux voire internationaux pour l'alimentation : **le territoire est largement déficitaire pour la production de légumes, légumineuses, pommes de terre, fruits, lait, volailles...** → faible résilience alimentaire malgré la présence encore importante des productions familiales.

Peu d'entreprises agro-alimentaires hors bovins ovins et fruits : peu de valeur ajoutée possible pour les autres productions (volailles, légumes, lait...).

Des industries agro-alimentaires (IAA) qui ne se fournissent pas forcément en local.

Peu d'entreprises de transformation des coproduits utilisant les animaux locaux (ex : tannerie et peaux des bovins).

Présence fréquente de bactéries coliformes dans l'eau issues de l'élevage.

Émergence de nouvelles maladies impactant les élevages (exemple de la maladie hémorragique épizootique – MHE).

QUELLE SUITE A CE DIAGNOSTIC ?

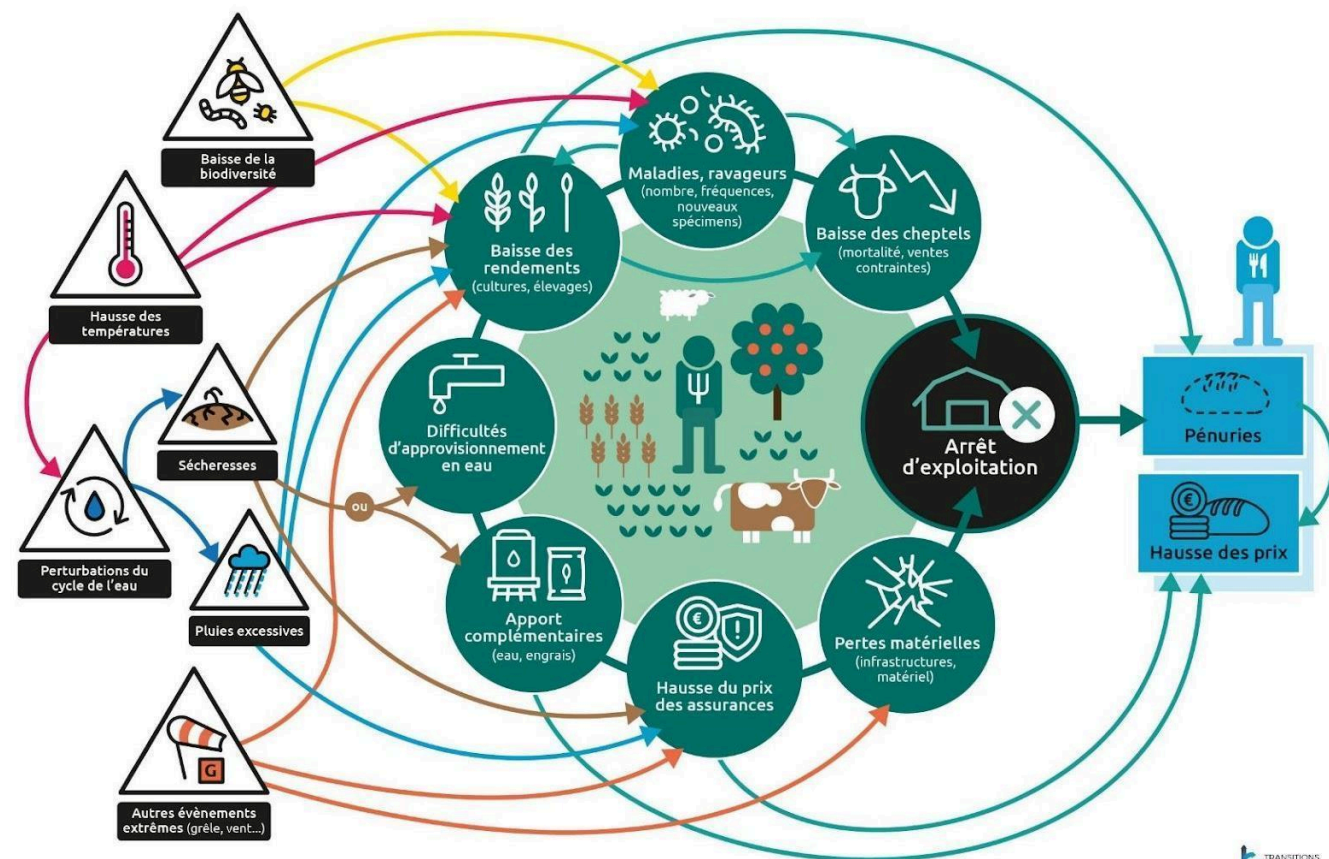
Les tableaux précédents présentent l'état des lieux des atouts / faiblesses du territoire Limousin en matière d'alimentation et d'agriculture. **Le contexte dans lequel évoluent ces activités devient de plus en plus fluctuant notamment du fait du dérèglement climatique, de la raréfaction croissante des matières premières et de l'énergie au niveau mondial ainsi que de l'appauvrissement de la biodiversité.**

Le schéma ci-après rappelle les principaux impacts attendus... qui commencent déjà à se manifester :

- Au niveau agricole, les cultures ont des rendements moyens en diminution, les maladies et ravageurs sont en augmentation, les charges d'intrants, d'énergie et celles liées aux assurances sont également en constante augmentation. Le cheptel bovin viande et laitier est en décroissance et les producteurs maraîchers ont des difficultés à se développer, par de moindres ventes et/ou des prix de vente non rémunérateurs...
- Au niveau alimentaire, le risque de ruptures du service de production d'eau potable en termes quantitatifs et qualitatifs sera plus fréquent, le coût de l'alimentation augmentera et le risque de ruptures d'approvisionnement sera croissant.

Dans ce contexte, sans modification du système alimentaire, le nombre d'exploitations ne fera que diminuer et notre dépendance alimentaire va encore s'accroître. Ceci entraînerait une tendance à l'augmentation des coûts et une plus grande fragilité du système.

IMPACTS DU DÉRÈGLEMENT CLIMATIQUE SUR L'AGRICULTURE ET L'ALIMENTATION



Face à ces constats, une mobilisation de toutes les parties prenantes est nécessaire pour analyser ces impacts et proposer les orientations nécessaires pour limiter leurs conséquences sur l'alimentation/santé de la population et garantir la survie du monde agricole.

Après avoir compilé un grand nombre de données et de sources pour réaliser une première version de ce diagnostic, **Transitions Limousines propose d'engager une large concertation en allant à la rencontre des différents acteurs du secteur "agriculture et alimentation"**.

L'objectif est d'enrichir nos connaissances et de les confronter au terrain, mais aussi et surtout **d'entamer la seconde phase du travail : l'écriture du plan de transformation de l'agriculture et de l'alimentation en Limousin**. L'élaboration de ce plan doit permettre l'émergence d'orientations partagées pour relever les enjeux d'une agriculture résiliente pouvant répondre aux besoins alimentaires de la population du territoire.

Pour donner votre avis sur la synthèse du diagnostic
Cliquer ici ou envoyer nous un mail à l'adresse
agri-alim@transitions-limousines.org

Notre ambition : contribuer à bâtir une agriculture plus résiliente en renforçant les liens entre agriculture et alimentation et entre agriculteurs, transformateurs, distributeurs et habitants. Ces liens sont nécessaires pour que les agriculteurs limousins vivent décemment et fièrement d'un travail qui tend à assurer la sécurité alimentaire des habitants du territoire !

L'alimentation est un besoin vital, nous devons redonner aux agriculteurs qui nous nourrissent une place centrale.

Mais parce que l'agriculture n'est pas seulement productrice de nourriture, mais aussi de nombreuses autres aménités (paysages, énergie, eau, biodiversité, matériaux biosourcés...), **venez construire avec nous un plan de transformation pour une agriculture et une alimentation neutre en gaz à effet de serre, robuste face aux crises climatiques et aux tensions sur les ressources, régénérant le vivant et préservant la santé.**

Pour participer, contactez-nous : agri-alim@transitions-limousines.org